



Union of European Federalists
Union des Fédéralistes Européens
Union der Europäischen Föderalisten

Brexit : acteurs, opinions et enjeux

Rapport de veille. Janvier 2016

Rapport conçu et rédigé par Kévin Bangratz

Commission « Questions institutionnelles et sociales »



Donald Tusk, président du Conseil européen et David Cameron, Premier ministre du Royaume-Uni (Londres, 4 février 2016) ©Union européenne

Contexte

Sous la pression du parti europhobe UKIP¹ et de l'aile eurosceptique de son propre parti, David Cameron, premier ministre du Royaume-Uni, a assuré - lors du discours de Bloomberg² du 23 janvier 2013 - qu'il organiserait avant la fin 2017 un référendum sur le maintien ou non de son pays dans l'Union européenne (UE). Le Premier ministre britannique militera pour le maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE. Mais son soutien pourrait être remis en question s'il n'obtenait pas des concessions de la part de ses partenaires européens. Il compte ainsi utiliser ce référendum comme un moyen de pression dans des négociations qui opposent les intérêts du Royaume-Uni à ceux des 27 autres États de l'UE.

Les exigences britanniques, celles pour lesquelles l'avenir de notre civilisation pourrait être remis en cause, se résument en quatre points³ :

- Qu'aucune disposition adoptée quant à la zone Euro, comme par exemple la création d'une union bancaire, ne soit rendue obligatoire pour le Royaume-Uni (qui ne fait pas partie de la zone Euro).
- Que la compétitivité de l'Union soit améliorée par un développement de la libre-circulation des flux de capitaux, biens et services.
- Que le Royaume-Uni soit dispensé d'œuvrer pour « une union toujours plus étroite entre les peuples », comme le prescrit le préambule du traité de Rome de 1957 instituant la Communauté européenne.
- Que les ressortissants d'un autre État membre ne puissent bénéficier d'avantages sociaux avant quatre années de séjour et de travail au Royaume-Uni.

En ce début d'année, la pression s'est accentuée sur les partenaires européens du Royaume-Uni puisque David Cameron a évoqué la possibilité d'organiser le référendum sur le *Brexit* en 2016, et probablement en juin ou juillet 2016. Monsieur Cameron espérait alors conclure un accord rapidement, aux alentours du 18 février 2016. Toutefois, il semble peu

¹ *N.D.E. : United Kingdom Independence Party (Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni)*

probable que les négociations aboutissent aussi rapidement. Et, de nouveau, on dit que le référendum aura lieu en 2017.

I. Les personnalités prennent position sur la question du Brexit

Compte-tenu des enjeux colossaux qui sont associés à la question du *Brexit*, nombreuses sont les personnalités qui ont déjà exprimé leur position sur le sujet. Monsieur Cameron ayant donné à ses ministres la liberté de se positionner en faveur du oui ou du non, trois d'entre eux au moins se sont déclarés opposés au maintien du Royaume-Uni dans l'UE⁴.

Parmi les personnalités de premier plan qui défendent le oui, il y a **Stuart Rose**⁵. Cet homme d'affaires anglais a lancé la campagne du mouvement « *Britain Stronger in Europe* » qui a recruté quelques têtes d'affiche, dont trois anciens Premiers ministres. Le conservateur **John Major** se retrouve ainsi aux côtés des anciens frères ennemis travaillistes **Tony Blair et Gordon Brown**. Stuart Rose a ainsi déclaré :

« Allons-nous choisir d'être plus forts dans une économie qui offre des opportunités pour l'avenir et une prise sur les événements ? Ou allons-nous choisir l'affaiblissement, le saut dans l'inconnu et la perte de notre influence qui mettra en péril notre économie et notre sécurité ? Nous sommes plus forts, plus riches et plus en sécurité dans l'Europe que nous ne le serions tout seuls ».

Il a par ailleurs qualifié le référendum de « *vote le plus important d'une génération* ».

Les journalistes se positionnent également sur la question européenne. C'est le cas d'**Hugo Dixon**⁶, célèbre journaliste économique ayant officié au *Financial Times*, qui a décidé de fonder un site Internet - InFacts - pour apporter des arguments en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'UE. D'autres journalistes ont décidé de rejoindre InFacts. Parmi eux, il y a **Alan Rusbridger**, qui a dirigé *The Guardian* pendant deux décennies, ainsi que **Bill Emmott**, rédacteur de *The Economist*. **Geert Linnebank**, ancien rédacteur en chef de *Reuters* et **Will Hutton**, de *The Observer*,

participeront aussi au projet. Ces journalistes espèrent enrichir le débat public, tout en démontant les arguments fallacieux de UKIP de Nigel Farage ou de la frange eurosceptique du parti conservateur.

Enfin, parmi les prises de position qui ont attiré l'attention des médias, il y a celle du **patron d'Eurotunnel Jacques Gounon**⁷. Tout en expliquant qu'il déplorerait à titre personnel un *Brexit*, Jacques Gounon a déclaré qu'il y verrait une chance pour Eurotunnel. Ainsi, selon lui, en cas de *Brexit*, Francfort, la place financière allemande, gagnerait en importance aux dépens de la City de Londres. Les banquiers londoniens viendraient travailler en Allemagne, laissant leur famille en Angleterre, avec pour résultat une demande croissante de voyages par le tunnel.

Nombreuses sont les personnalités du monde économique, politique ou journalistique, qui pensent que les Anglais ont beaucoup à perdre à quitter l'Europe. Car si le Royaume-Uni sortait de l'Europe, il deviendrait alors le satellite marginalisé du bloc continental et il n'aurait plus aucune influence sur les décisions prises au niveau européen. L'union fait la force, mais pas pour ceux qui s'en excluent.

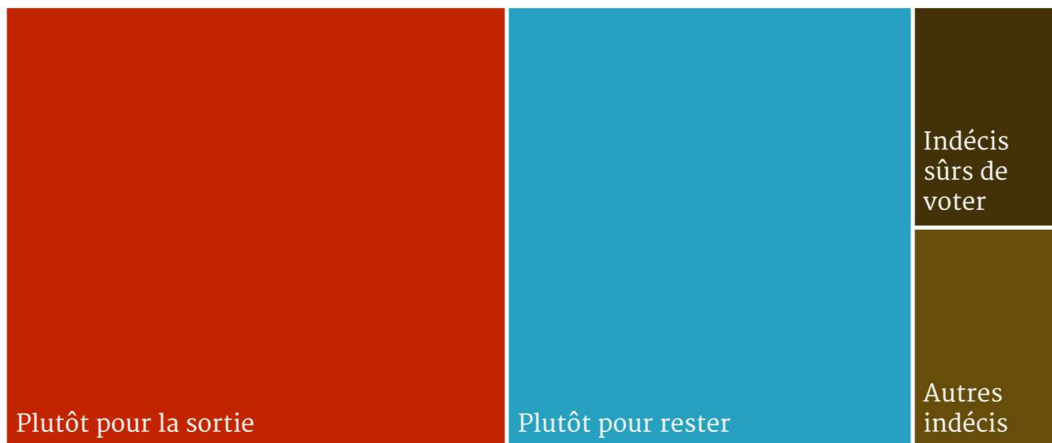
II. Les sondages témoignent d'une opinion publique divisée sur la question du Brexit

Une grande partie de l'opinion publique britannique est attachée à l'UE. Toutefois, les sondages de ces dernières semaines, aux résultats très contrastés, ont révélé un resserrement des intentions de vote. Début septembre, une étude de l'institut *Survation* indiquait même que les Britanniques étaient majoritairement favorables à un « *Brexit* ».

Selon un sondage⁸ paru en décembre 2015 et portant sur un échantillon de 20 000 électeurs britanniques interrogés par l'institut *LORD ASHCROFT*, les Britanniques sont partagés sur la question du *Brexit*. **Seulement 38% des personnes interrogées souhaitent rester dans l'UE, 47% veulent la quitter et 14% ne se sont pas encore décidés**⁹.

Le Royaume-Uni doit-il rester dans l'UE ?

- Plutôt pour rester ■ Plutôt pour la sortie
- Indécis sûrs de voter ■ Autres indécis



Sondage de Lord Ashcroft publié le 16 décembre 2015

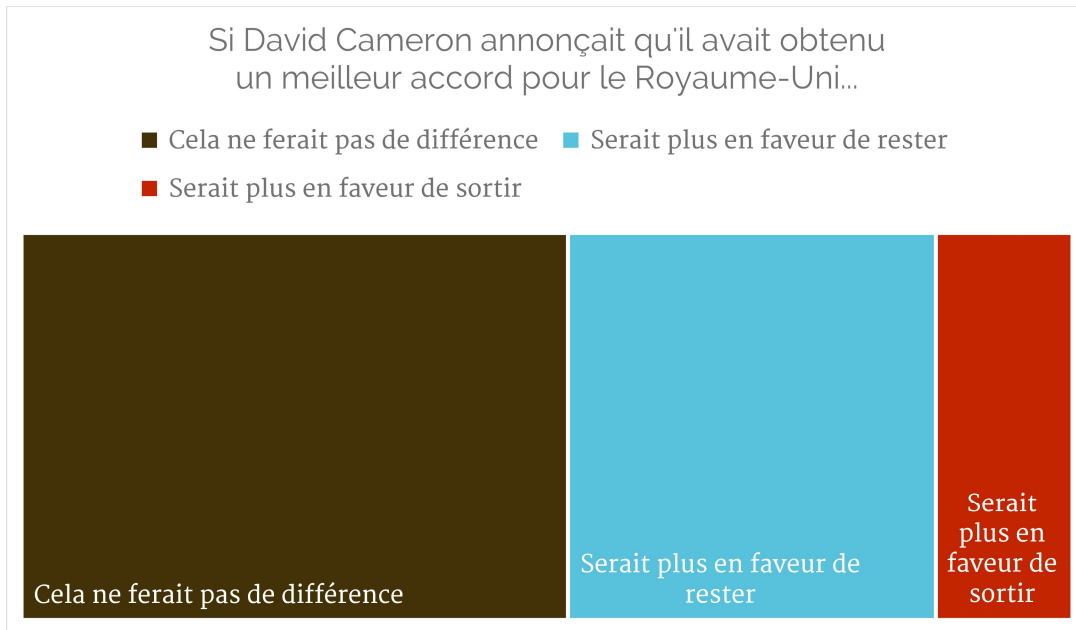
Par ailleurs, les répondants sont 81% à juger que l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE a une grande importance. Il faut aussi souligner que **35% des électeurs pourraient être plus enclins à voter en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'UE si un accord favorable au Royaume-Uni était conclu**. Cela montre que l'issue du référendum n'est en aucun cas jouée d'avance et qu'il y a une réelle marge de progression pour les partisans du maintien du Royaume-Uni dans l'UE.

Est-il important que le Royaume-Uni soit ou non dans l'UE ?

- Cela importe beaucoup ■ Cela ne fait pas beaucoup de différence



Sondage de Lord Ashcroft publié le 16 décembre 2015



Sondage de Lord Ashcroft publié le 16 décembre 2015

L'impact de l'immigration et de la crise des réfugiés

Ce sondage de l'institut *LORD ASHCROFT*⁸ révèle aussi que la question du *Brexit* est très liée à celle de l'immigration, du contrôle des frontières et de l'accueil des réfugiés.

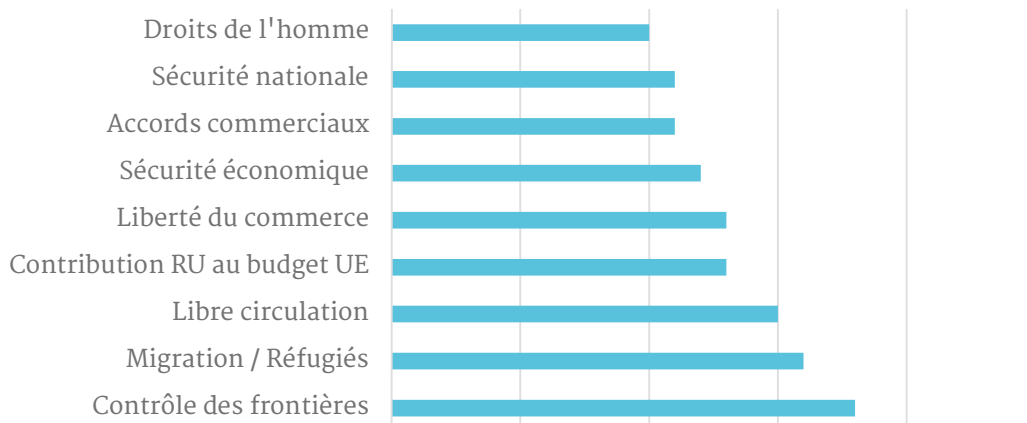
Nombreux sont les analystes qui estiment que la crise des migrants de 2015 pourrait renforcer le camp du Brexit.

C'est le cas de Don Melvin¹⁰, rédacteur dans l'équipe *CNN Digital News* de Londres. Selon lui, la crise des réfugiés de 2015 n'a fait qu'accroître les inquiétudes de la population à l'égard des mouvements migratoires, renforçant ainsi le parti anti-immigration et eurosceptique UKIP.

Pour Don Melvin¹⁰, l'accomplissement le plus emblématique de l'UE est la libre circulation des biens et des personnes, grâce à quoi il est possible de franchir la frontière séparant deux États membres sans subir un contrôle douanier. Mais, toujours selon Don Melvin¹⁰, si les frontières extérieures de l'UE ne peuvent empêcher la venue sur notre territoire de personnes malveillantes, alors les pays européens seront amenés à rétablir des contrôles aux frontières. La libre circulation des biens et des personnes

serait alors remise en question et, dans le même temps, ce qui constitue le fondement de l'Union Européenne.

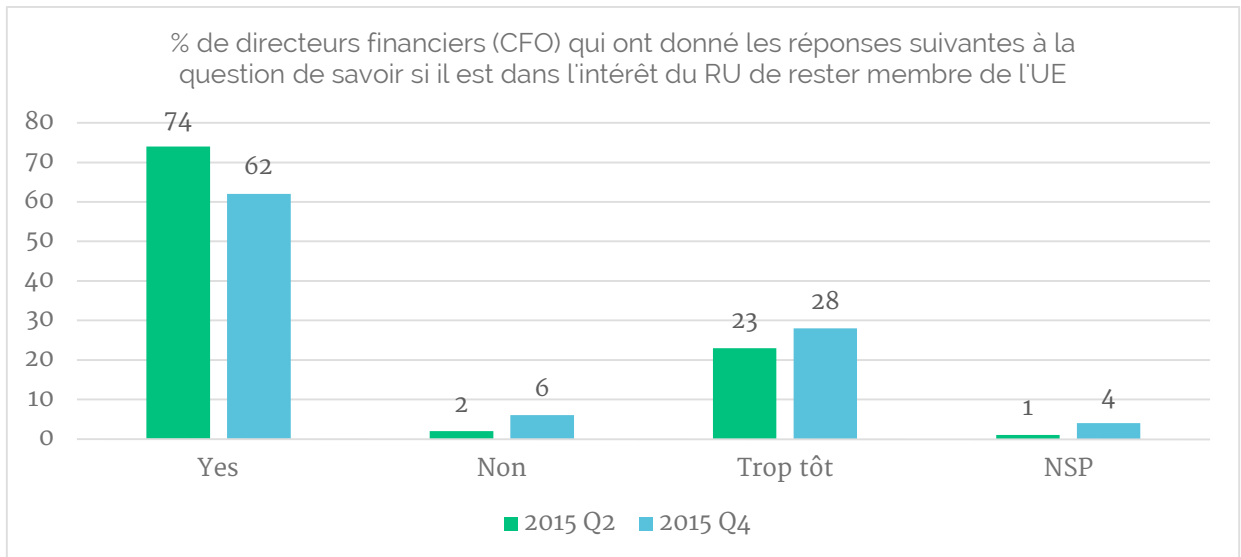
Pourquoi importe-t-il que le Royaume-Uni reste ou non dans l'UE ? Qu'est-ce qui est en jeu ?



Les sondés ont choisi trois réponses parmi 41 options suggérées par un groupe de discussion

Une opinion publique clivée socialement

Par ailleurs, certaines catégories de la population britannique sont plus attachées à l'UE que d'autres. Cela se vérifie particulièrement si l'on s'intéresse aux Britanniques qui travaillent dans le monde de la finance. Chez eux, le soutien à l'UE est notable¹². Deloitte a récemment interrogé les directeurs financiers des 350 plus importantes entreprises britanniques. Cette enquête a révélé que 62% des Directeurs Financiers (*Chief Financial Officers* - CFO) soutiennent le oui à l'UE, même si ce soutien semble s'effriter depuis la dernière enquête. Quoiqu'il en soit, les partisans d'un *Brexit* sont extrêmement minoritaires parmi les financiers (seulement 6% au 4^e trimestre 2015).



Données publiée le 4 janvier 2016 sur le site de Business Insider UK¹²⁾

III. Des négociations qui s'annoncent âpres

Les autres états membres ont commencé à négocier avec le Royaume-Uni, dans l'espoir d'aboutir à un compromis, mais sans sombrer dans la compromission. La tâche paraît ardue, car nombreux sont les Britanniques qui préféreraient cantonner l'Europe à une union économique libérale, à défaut d'en faire une union politique. Cette façon très anglaise de concevoir l'Europe s'exprime notamment à travers les exigences de Cameron concernant le marché unique : le dirigeant britannique souhaite ainsi que l'UE se focalise sur la croissance et les emplois dans le continent, en devenant plus compétitive. Pour ce faire, David Cameron demande notamment l'allègement du poids de la régulation européenne sur les entreprises et l'achèvement du marché unique, surtout pour la libre circulation des capitaux.

Du point de vue allemand, l'objectif des négociations est de faire juste assez de concessions pour éviter un *Brexit*. Mais sur certains sujets, il semble inenvisageable de faire le moindre compromis. Angela Merkel a ainsi récemment déclaré devant le Bundestag¹³⁾ :

« Nous voulons d'un côté arriver à un accord pour que le gouvernement britannique puisse faire campagne avec succès pour le maintien dans l'UE lors du référendum. Mais d'un autre côté nous ne remettrons pas en question les acquis fondamentaux de l'intégration européenne. »

C'est notamment la volonté de David Cameron de priver les migrants européens d'allocations sociales pendant leurs quatre premières années de présence au Royaume-Uni qui rencontre une vive opposition au sein de l'Union, car ce point instaurerait une discrimination inacceptable entre les travailleurs britanniques et ceux du reste de l'Europe.

Si la menace d'un *Brexit* constitue un moyen de pression dans les négociations, il faut aussi avoir conscience qu'une sortie de l'UE serait très lourde de conséquences pour l'économie britannique¹⁴. En effet, pour l'assureur-crédit Euler Hermès, la seule incertitude actuelle dans ce dossier « *pèse sur la confiance [des investisseurs] et pourrait retarder certaines décisions d'investissement* ». De quoi coûter 0,1% de PIB à la Grande-Bretagne, qui afficherait une croissance de +2,1% en 2016 et +1,9% en 2017. Selon Euler Hermès, dans l'hypothèse d'un *Brexit* suivi d'un nouvel accord de libre-échange avec l'UE, les chiffres d'affaires des entreprises britanniques pourraient être divisés par deux, notamment à cause des pertes directes liées aux exportations, d'une chute jusqu'à deux points de marges (liée à des coûts supérieurs en approvisionnement et en financement) et d'un désinvestissement causé par la sortie du marché unique. L'export perdrait alors près de 9 milliards de livres sterling. Cette perte pourrait atteindre jusqu'à 30 milliards (8% du total des exportations britanniques) dans l'hypothèse où aucun accord de libre-échange avec l'UE n'est mis en place. « *Une brèche que la Grande-Bretagne mettrait 10 ans à combler* », estime Euler Hermès, soulignant que « *le tarissement des investissements étrangers (...) représenterait un manque à gagner de 210 milliards de livres sterling dans les 4 années qui suivraient une décision de sortie de l'UE* ».

Conclusion

Les Britanniques sont libres de dire oui ou non à l'Europe. Peut-être que s'ils partent, nous avancerons plus vite sans eux. Toutefois, pour le bien de l'Europe comme du Royaume-Uni, il est nécessaire d'éviter un *Brexit*. Car le Royaume-Uni et le reste de l'Europe ont énormément à s'apporter l'un à l'autre.

Si les derniers sondages laissent planer le doute sur le résultat du référendum, il est fort probable que les Britanniques choisiront, par pragmatisme, de rester dans l'Europe, surtout si les négociations aboutissent à une issue satisfaisante pour toutes les parties.

Mais il ne faut pas faire du Royaume-Uni un pays privilégié par rapport aux autres États membres. Car c'est en cultivant un esprit de consensus, dans un souci de justice entre les pays d'Europe, que nous ferons avancer l'UE, au bénéfice de tous ses peuples.

Si les Anglais choisissaient de dire oui à l'Europe, alors l'UE sortirait grandie de cette crise. Nous serions plus unis, plus forts, et plus à même de défendre nos intérêts et nos valeurs face aux autres grandes puissances du monde.



Sources

- ¹<http://www.economist.com/news/britain/21679814-prime-ministers-raising-stakes-other-eu-governments-over-migrants-benefits>
- ²<https://www.gov.uk/government/speeches/eu-speech-at-bloomberg>
- ³<http://www.ouest-france.fr/debats/editorial/brexit-une-union-toujours-plus-etroite-point-de-vue-3953310>
- ⁴http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/01/08/cameron-sur-tous-les-fronts-pour-vendre-son-referendum-sur-le-brexit_4843654_3214.html
- ⁵<http://mobile2.24heures.ch/articles/561bb8ded3a012b251000001>
- ⁶<http://www.politico.eu/article/uk-media-heavyweights-join-forces-brexit-debate-rusbridger-emmott/>
- ⁷http://www.lepoint.fr/economie/le-brexit-une-chance-pour-eurotunnel-01-12-2015-1986183_28.php
- ⁸<http://lordashcroftpolls.com/2015/12/leave-to-remain-public-opinion-and-the-eu-referendum/>
- ⁹<http://www.telegraph.co.uk/news/newsttopics/eureferendum/12054924/More-Britons-want-to-leave-the-EU-than-stay.html>
- ¹⁰<http://edition.cnn.com/2016/01/06/europe/migrant-crisis-2016/index.html>
- ¹¹<http://bruxelles.blogs.liberation.fr/2015/12/18/la-grande-bretagne-une-ile-ancree-un-continent-dont-elle-se-defie/>
- ¹²<http://uk.businessinsider.com/deloitte-eu-referendum-business-survey-and-brexit-poll-2016-1>
- ¹³<http://fr.euronews.com/depeches/3111725-ue-berlin-ne-cedera-pas-sur-les-acquis-europeens-dans-les-negociations-avec-londres/>
- ¹⁴<http://www.boursier.com/actualites/economie/un-brexit-penaliserait-fortement-les-entreprises-britanniques-30045.html>

Annexes

Exigences britanniques à l'UE : nous disons « *no, no, no et.. no* »

Tribune - Lundi 19 octobre 2015, par Fabien Cazenave, Florent Banfi, Hervé Moritz, Jérôme Quéré - www.uef.fr/314

Le gouvernement de David Cameron aurait, selon des informations parues dans la presse, quatre exigences que l'Union européenne devrait accepter pour éviter le « *Brexit* », la sortie du Royaume-Uni de l'Union. Ces quatre exigences appellent simplement quatre « *No* ».

Tout d'abord, David Cameron veut la suppression de la clause d'une « *union toujours plus étroite* ». Cela vise à abandonner l'objectif et la raison d'être de l'Union depuis son origine : promouvoir l'unité et la solidarité des citoyens, peuples et États européens dans un même ensemble politique, économique et social édifié progressivement. La demande britannique revient à considérer que cet objectif soit ne s'applique pas aux États qui s'en dissocient (*opt out*), soit s'applique qu'aux États qui s'y engagent (*opt in*). David Cameron sait bien que les mots ont de l'importance. Sans cet objectif, il n'y aurait plus aucune raison de faire avancer la construction politique de l'Europe. Cela reviendrait à considérer que nous sommes dans une simple zone de libre-échange. Nous savons que cette option ne réussit pas sur notre continent : quand le Royaume-Uni avait décidé de lancer une organisation concurrente à la « CEE », l'AELE, le manque de liant politique entre ses membres avait abouti... à ce que le Royaume-Uni rejoigne la CEE. De plus, cela compliquerait la vie des citoyens européens au plus haut point : sommes-nous dans un pays qui applique telle directive ou non ? L'insécurité juridique serait très forte.

Deuxième exigence, le refus de garder l'euro comme monnaie officielle et transformer l'Union en une union « à devises multiples ». On voit bien ici le piège qui a été d'accepter l'*opt-out* britannique sur l'euro au début de la monnaie unique. Ce serait faire d'une exception la règle alors qu'elle avait été négociée uniquement pour obtenir que le gouvernement britannique ne bloque pas seul une avancée voulue par le reste de l'Europe. La vocation de tous les pays membres de l'Union européenne doit rester d'entrer à terme dans l'euro. Les Européens voyageant partout sur notre continent



sont toujours étonnés d'arriver dans un pays où il faut changer de monnaie. L'euro s'est imposé. Changer ses euros pour des livres sterling, des zlotys ou des couronnes suédoises relève de l'anachronisme. L'époque où l'Europe était divisée est derrière nous. Revenir, même symboliquement, sur cette grande avancée serait une erreur magistrale et historique.

Troisième exigence, David Cameron souhaite que les parlements nationaux puissent bloquer une directive européenne, voire l'abroger. Il faudrait peut-être payer au Premier ministre britannique des cours sur les institutions européennes. En effet, il fait comme si les lois européennes étaient prises par des technocrates hors-sols. Or, toutes ces directives sont validées d'une part par les représentants directs des citoyens européens, et qui ont donc la même légitimité que les élus nationaux, et d'autre part par les gouvernements nationaux, dont celui de David Cameron. Ce double-niveau de légitimité est plus fort que celui d'un simple parlement national. Imagine-t-on en France que la Bretagne refuse une loi et bloque son implication sur son territoire ? Cela semble ubuesque. De même pour la demande de David Cameron. C'est tout simplement la notion même de droit européen qui est remise en cause si chaque pays peut revenir unilatéralement sur les règles communes à tout moment.

Dernière exigence, il demande des protections spéciales pour la City et Londres... Cette demande est la plus intéressante sur ce que cela induit du référendum britannique. Nous serions donc devant un choix : accepter ou non de faire de l'élève britannique un privilégié au sein de la classe européenne. Nous devons le refuser et poser les termes du débat : les Britanniques souhaitent-ils continuer à partager les objectifs des 27 autres États européens ?

Il faut laisser les citoyens du Royaume-Uni décider de manière transparente. Surtout, nous ne devons pas avoir peur du choix démocratique. Oui l'Union européenne est bel et bien une union politique, qui comporte des éléments pré-fédéraux, et qui devra les renforcer. Ceci ne peut être dissimulé aux Britanniques par des déclarations à courte vue négociées derrière les portes closes du Conseil européen. Nous n'avons aucun intérêt à voir le Royaume-Uni partir de l'Union mais nous n'avons aucun intérêt non plus à garder avec nous un maître-chanteur. David

Cameron se croit en position de force en nourrissant la méfiance et le scepticisme vis-à-vis de l'Union européenne. S'il n'obtient rien sur ces quatre exigences, nous éteindrons aussi la tentation pour d'autres dirigeants nationaux d'utiliser comme argument électoral qu'ils vont renégocier avec l'Union. On sait bien qu'ils utilisent cet argument pour atténuer leur véritable ambition : le saut dans l'inconnu de la sortie de l'Europe.

Simplifions le débat, cela ne sera jamais au détriment du projet européen. Nous disons donc à David Cameron : *No, No, No, No* et bon référendum !

À propos de l'UEF-France

L'Union des fédéralistes européens (UEF), est un mouvement consacré à la promotion d'une Europe démocratique et fédérale. Elle vise à rassembler les citoyens désirant travailler à l'édification de l'unité fédérale européenne, à catalyser des forces démocratiques en Europe et à stimuler le débat public sur le contenu politique du « projet européen ».

L'UEF fut fondée par des mouvements issus de la résistance au fascisme, notamment sous la direction de Altiero Spinelli en Italie et Henri Frenay en France. Créée à Paris en 1946, elle a participé à l'organisation du Congrès de La Haye, et à la création du Mouvement européen dont la vocation était de rassembler les associations « pro-européennes ».

La Commission « Questions institutionnelles et sociales »

Cette note est une publication issue de travaux menés dans le cadre de la Commission politique « Questions institutionnelles et sociales ». Au sein de l'UEF-France, les commissions, ouvertes à la participation de tous les adhérents, ainsi que des sympathisants ou à des membres d'associations partenaires, contribuent à l'étude des enjeux dont se préoccupent les fédéralistes européens. Elles organisent, en liaison avec le bureau exécutif ou les sections locales, des activités et des événements sur la base de leurs travaux.

www.uef.fr

Twitter : @UEF_France

Facebook : www.facebook.com/UEF.France/



Union of European Federalists
Union des Fédéralistes Européens
Union der Europäischen Föderalisten